

Les dix abstentions inattendues après le discours de politique générale de Philippe ont laissé des traces au sein du groupe PS

Règlements de comptes chez les sénateurs socialistes

Ancien monde

Le 13 juin dernier, Edouard Philippe déclenchait l'article 49-4 de la Constitution en sollicitant le vote des sénateurs, face auxquels il avait choisi de s'exprimer au lendemain de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale. **Les socialistes avaient décidé de voter contre mais certains ont décidé de s'affranchir de cette consigne.**

Caroline Vigoureux

SE PLONGER DANS LES AFFAIRES du groupe PS au Sénat revient désormais à mettre les mains dans un panier de crabes. Pour les socialistes du Palais du Luxembourg, il y aura, en effet, un avant et un après ce 13 juin, jour de la déclaration de politique générale d'Edouard Philippe devant les sénateurs. Sur les 72 parlementaires qui composent le groupe - deuxième force au Sénat après LR -, 62 ont voté contre et 10 se sont abstenus. Un signal politique que personne n'avait vu venir.

A la buvette du Sénat, les échanges ont viré au règlement de comptes avant même le vote. Entre les socialistes David Assouline (Paris) et Xavier Iacovelli (Hauts-de-Seine), les noms d'oiseaux ont fusé. Le premier reprochait très vivement au second son abstention. « Ils ont failli en venir aux mains », raconte un témoin de la scène. « Ses mots ont dépassé sa pensée, mais je n'ai pas de leçons à recevoir de gens qui vivent depuis des années du PS », balaye l'abstentionniste. « Il passe son temps à être le plus dur contre ceux qui sont conciliants vis-à-vis du gouvernement, à jouer les gauchistes, et maintenant il s'abstient ! », tonne David Assouline.

Au sein du groupe PS, on fustige les « basses manœuvres du gouvernement », ces textos des ministres envoyés aux sénateurs socialistes lors du discours d'Edouard Philippe : « Alors, tu votes quoi ? » Il faut dire que les liens sont étroits entre ces sénateurs et certains membres du gouvernement, dont plusieurs - notamment Jean-Yves Le Drian, Olivier Dussopt, Didier Guillaume - sont issus des rangs socialistes. Le dernier, ministre de l'Agriculture, présidait le groupe socialiste au Sénat jusqu'en janvier 2018. Il endosse désormais le rôle de rabatteur en chef pour les plus macron-compatibles et n'hésite pas à recevoir les impétrants dans son ministère de la rue de

Varenne. « Il y a une tentative de captation. Ça ne va pas s'arrêter en claquant des doigts, il faut que je sois vigilant », admet Patrick Kanner.

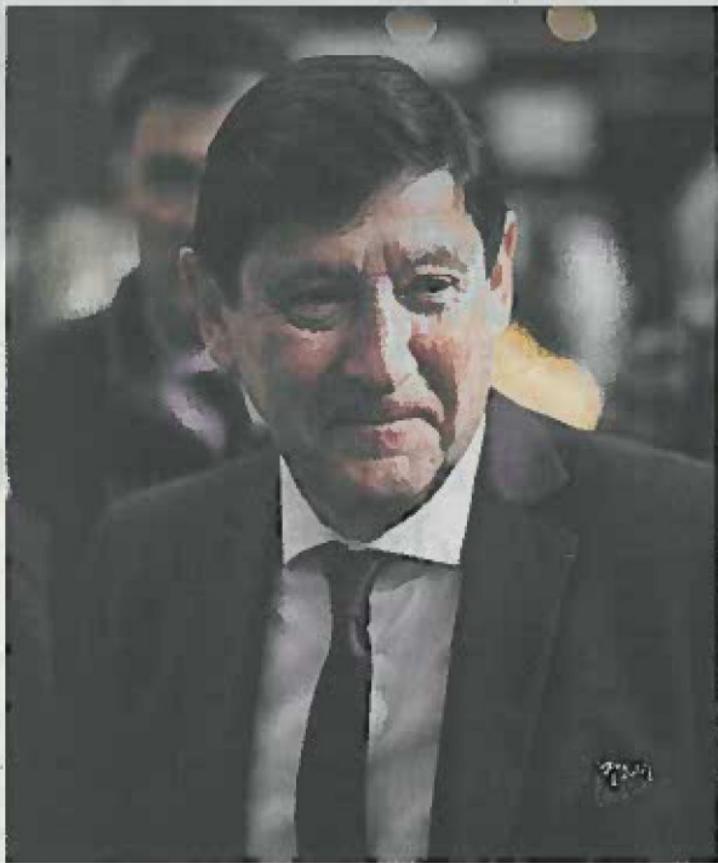
Le week-end dernier, le chef de file des sénateurs socialistes a passé des heures entières au téléphone. Il a pris soin d'appeler un à un les abstentionnistes. « Certains ont voulu lancer un coup de gueule. C'était une forme d'appel au secours, ils ne veulent pas devenir un groupuscule à 6 % », résume-t-il en référence au faible score lors des européennes de la liste de Raphaël Glucksmann, soutenue par le PS. « Patrick Kanner est devenu un opposant manchéen et caricatural, un certain nombre de socialistes ne sont pas dans une opposition aussi frontale avec nous. Beaucoup sont des fidèles de Didier Guillaume, ils ont accepté son cheminement », estime le président du groupe LREM au Sénat, François Patriat, un autre ex de la rue de Solferino.

La pilule a d'autant plus de mal à passer au sein du groupe PS que, lorsque la décision collective de voter contre avait été prise la semaine précédant le scrutin, aucune voix ne s'était élevée pour exprimer son intention de s'abstenir. « Voter contre, c'est une posture qui ne mène

« Certains ont voulu lancer un coup de gueule. C'était une forme d'appel au secours, ils ne veulent pas devenir un groupuscule à 6 % »

nulle part. J'ai choisi un vote d'observation, je regarderai loi par loi », assène la sénatrice des Bouches-du-Rhône Samia Ghali, qui s'est abstenue. Après le vote, les socialistes se sont réunis pour un débat à huis clos, afin de tenter d'apaiser les esprits.

Marche arrière. Figurant parmi les dix abstentionnistes, Xavier Iacovelli avait publié après le vote un tweet de soutien au gouvernement, dans lequel il expliquait « vouloir lui donner une chance ». La direction du PS n'a pas vraiment apprécié. Il l'a finalement supprimé. « Ça créait plus de polémique qu'autre chose », explique-t-il. Il avait également préparé une tribune sur la social-démocratie pour fédérer certains abs



SIPA PRESS

**Patrick Kanner, président
du groupe socialiste au Sénat.**

tenionnistes. Mais le texte, qui n'a pas vraiment trouvé de cosignataires, n'a pas été publié dans la presse.

Derrière ces abstentions se trouvent également des stratégies individuelles. « Leur vote ne traduit pas la position d'un groupe ou d'une dissidence. Chacun avait ses raisons personnelles ou locales », démine le vice-président du groupe, Jean-Pierre Sueur (Loiret). Il est vrai que certains ne veulent surtout pas froisser le gouvernement à moins d'un an des municipales. C'est le cas, par exemple, de Samia Ghali. L'ancienne maire des 15^e et 16^e arrondissements de Marseille avance ses pions pour 2020. « Je n'ai pas besoin de ça pour lancer un signal d'ouverture », se défend toutefois l'intéressée. C'est aussi le cas de Xavier Iacovelli. Le sénateur des Hauts-de-Seine vise la mairie de Suresnes.

Le risque que doit maintenant affronter le groupe socialiste est celui d'une émancipation des dix abstentionnistes. « Ils sont dans une stratégie d'autonomisation, mais ils sont frileux » analyse-t-on chez des marcheurs du Palais du Luxembourg. Pour tenter de canaliser les troupes, Patrick Kanner a présenté, mardi matin lors de la réunion de groupe hebdomadaire, un programme de travail sur les grandes questions sociétales. Selon lui, Bernard Cazeneuve pourrait faire figure d'« autorité qui peut rassembler ».

@CaroVigoureux 